

**Keshor MURUGESAN**

1, rue Jean-Jacques Rousseau  
94200 Ivry-sur-Seine

À l'attention de la Direction  
AK PARIS CLICHY  
46-50 Avenue de la Porte de Clichy  
75017 Paris

Fait à Paris 13e, le 20 mai 2025

**Objet : Contestation de l'avertissement reçu le 6 mai 2025**

Madame, Monsieur,

Je fais suite à votre lettre recommandée du 6 mai 2025 m'adressant un avertissement disciplinaire relatif à l'utilisation présumée abusive de mon téléphone portable pendant mes heures de travail.

Je conteste formellement cette sanction pour les raisons suivantes :

1. Aucune demande d'explication ne m'a été adressée avant cet avertissement, ce qui constitue une atteinte à mon droit à la défense.
2. Cet avertissement intervient dans un contexte de signalement de **faits particulièrement graves** que j'ai subis au sein de votre établissement, notamment :
  - **Des heures supplémentaires non rémunérées** en juillet 2024 et mars 2025 ;
  - Le **refus de congé injustifié** les 29 et 30 novembre 2024, suivi d'une obligation de travailler **de 18h à 2h du matin**, puis **de 8h à 14h le lendemain** sans repos, accompagné de **menaces de licenciement** et **pressions verbales violentes** ;
  - Lors de cette nuit du 29 novembre 2024, j'ai même été **physiquement bousculé et verbalement humilié**, et **forcé à dormir dans le monte-charge** du magasin pour ouvrir le lendemain matin ;
  - **Le non-envoi de ma carte de mutuelle** malgré des relances répétées depuis février 2025, et une réponse inacceptable de ma responsable m'enjoignant de ne plus la déranger ;
  - Le 15 mai 2025, j'ai été convoqué dans des conditions abusives, en présence d'un homme se présentant comme « responsable société », qui m'a **menacé de licenciement immédiat** en cas de plainte, m'imposant le silence sous la contrainte.

Tous ces faits sont **documentés** :

- **Photos,**
- **Captures d'écran de messages,**
- **Échanges WhatsApp,**
- **Plannings affichés,**
- **Témoignages.**

Ils seront **présentés à toute autorité compétente** en cas de poursuite.

Je considère cet avertissement comme une **mesure de représailles** visant à intimider et faire taire un salarié ayant dénoncé des abus graves. Je prends ces faits très au sérieux et vous informe que cette lettre sera transmise à mes représentants syndicaux, à l'Inspection du Travail, ainsi qu'au Conseil de prud'hommes si nécessaire.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

**Keshor MURUGESAN**

